

La presse spéculé régulièrement et, en dernier lieu, le Canard Enchaîné d'aujourd'hui, sur la volonté du Président de la République de couper EDF en trois morceaux, en isolant le nucléaire du reste de l'entreprise.

À plusieurs reprises, FO Énergie et Mines a dénoncé de tels scénarios qui trouvent leurs sources dans les velléités des banques d'affaires qui trouveraient là **un marché très juteux**, mais aussi des antinucléaires.

Ceux-ci considèrent, comme l'ancien ministre HULOT, que la reprise en main du nucléaire à 100 % par l'État permettrait à celui-ci de pouvoir fermer des centrales nucléaires sans contraintes et sans devoir des indemnités à EDF.

Ce découpage politicien et financier aurait comme autre conséquence la **privatisation rapide du reste de toute l'entreprise** et en particulier de l'hydraulique, le commerce, les services notamment.

Sans compter les incertitudes en ce qui concerne **Enedis**, **qui pourrait être purement et simplement cédée** selon certains scénarii.

Ce démantèlement du groupe EDF interviendrait au moment où un acteur privé de poids, Total, entre sur le marché de l'électricité et se porte candidat à la reprise des concessions hydroélectriques tout en développant des offres commerciales agressives.

#### **Contact Presse:**

Serge GIANORSI - Délégué Syndical Central FO à EDF  
Tel. : 06 81 94 75 72

Ainsi, cette découpe d'EDF se ferait au bénéfice des opérateurs privés démontrant un peu plus **le caractère anti-Service Public du nouveau Monde prôné par le Président de la République**.

Ajoutons pourtant que rien dans le programme présidentiel d'Emmanuel Macron n'incluait une telle casse d'EDF.

C'est pourquoi FO Énergie et Mines s'opposera résolument avec les personnels à tout démantèlement de cette belle entreprise publique, enfant du Conseil National de la Résistance, qui a assuré sans failles la sécurité d'approvisionnement de notre pays.

Nous considérons que les atouts d'EDF, entreprise intégrée avec les réseaux, le nucléaire, le thermique, les énergies renouvelables incluant l'hydraulique, les services, le commerce, la recherche et d'une façon générale toutes les fonctions supports doivent **être préservés au bénéfice des citoyens**.

Notre pays n'a pas besoin de meccano industriel inspiré des banques d'affaires. Il a besoin que l'État **défende son entreprise publique d'électricité** et lui assure enfin une régulation lui permettant de **poursuivre son développement au service des Français**.